



# Assemblée générale

Distr. générale  
22 août 2019

Français et anglais seulement

---

## Conseil des droits de l'homme

### Quarante deuxième session

9–27 septembre 2019

Point 4 de l'ordre du jour

**Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent  
l'attention du Conseil**

**Exposé écrit\* présenté conjointement par Rencontre  
Africaine pour la défense des droits de l'homme, African  
Centre for Democracy and Human Rights Studies, Centre du  
Commerce International pour le Développement., Public  
International Law and Policy Group, organisations non  
gouvernementales dotées du statut consultatif spécial**

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[17 août 2019]

---

\* Publié tel quel, dans la/les langue(s) de soumission seulement.

GE.19-14231 (F)



\* 1 9 1 4 2 3 1 \*

Merci de recycler



## Sauver la transition démocratique au Soudan

Réunis à Genève le mardi 09 Juillet 2019 au Palais des Nations Unies dans le cadre de la 41ème session du Conseil des droits de l'homme, la Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) en partenariat avec le Centre africain d'études sur la Démocratie et les droits de l'homme (ACDHRS), le Groupe de Droit public et international et de politique (PILPG) et d'autres organisations ont permis un dialogue entre les militants, défenseurs des droits de l'homme, acteurs politiques, diplomates ainsi que les acteurs de la société civile internationale. La réunion a également abordé la situation de crise sécuritaire et humanitaire alarmante et grave au Dar Ouaddaï à l'est du Tchad.

Les participants ont salué la contribution et la détermination du peuple soudanais qui a mis fin à environ trois décennies de dictature, et ont rappelé entre autres les principales causes profondes des violences et violations systématiques et graves des droits humains au soudan.

Il a été débattu des questions fondamentales indispensables pour garantir et assurer une transition politique apaisée permettant l'avènement d'une société démocratique libre et indépendante au Soudan :

- Amorcer un véritable dialogue avec l'ensemble des acteurs de la vie socio-politique du pays,
- Rendre effectif une pleine coopération avec la Cour pénale internationale (CPI) pour mettre un terme à l'impunité du génocide perpétré au Darfour, des crimes contre l'humanité, des violations massives et graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire au sud du Kordofan et du Nil Bleu,
- Ouvrir une enquête crédible et transparente sur les récents évènements ayant entraîné un bain de sang sur les manifestants le 03 juin 2019,
- Veiller à la mise en place d'une commission nationale de Justice de vérité, réparation et réconciliation nationale,
- Libérer immédiatement sans conditions tous les prisonniers politiques,
- Exhorte les autorités soudanaises et autres acteurs extérieurs de mettre un terme au soutien aux différents groupes milices armés des Janjawides qui sèment la terreur dans le pays.

A la communauté internationale nous demandons :

- De mettre en place un mécanisme de surveillance et d'alerte pour prévenir d'éventuelles violations massives et graves des droits humains au soudan,
- D'investir les moyens nécessaires pour appuyer les initiatives nationales à travers l'ouverture d'un bureau du Haut-Commissariat aux Droits de l'homme des Nations Unies pour visant à renforcer la capacité nationale dans le domaine des droits de l'homme,
- Soutenir les actions de l'Union Africaine pour accompagner le processus de dialogue politique pour une véritable transformation démocratique dans le pays,
- Etablir un mécanisme de réhabilitation des victimes des violations des droits de l'homme,
- Elaborer une feuille de route crédible permettant l'organisation de future des élections libres et transparentes afin de transférer sans entrave le pouvoir politique aux civils dans les meilleurs délais,
- Créer les conditions propices pour l'instauration d'une justice transitionnelle.

Face à l'aggravation de la situation sécuritaire et humanitaire ainsi que la violence interethnique au Dar Ouaddaï à l'est du Tchad, les participants ont signalé le risque potentiel d'une crise humanitaire de grande ampleur dans ladite région frontalière du Darfour. Ils ont souligné la nécessité de l'implication sincère et réelle des autorités tchadiennes pour protéger les vies humaines et la population civile confrontée aux milices Janjawides armées.

Conseil Mondial de la Diaspora Panafricaine (CMDP), Darfour Relief and Documentation Centre, Ligue Camerounaise des droits de l'Homme, Omar El-Mukhtar International Association, Organisation de l'unité syndicale Africaine (OUSA Union interafricaine des droits de l'homme (UIDH) United Nations Human Rights (UNHR une/des ONG sans statut consultatif partage(nt) également les opinions exprimées dans cet exposé.